Extrait du Association pour l'Économie Distributive
http://www.economiedistributive.fr/La-Commission-europeenne-avoue

QUELQUES CHIFFRES À RETENIR

La Commission européenne avoue :

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1117 - février 2011 -

Date de mise en ligne : samedi 19 mars 2011
Date de parution : février 2011

Description :

...quelques chiffres qu'il sera bon d'avoir en tête quand les candidats à des élections nous diront qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Ancienne journaliste au Monde, Martine Orange a publié dans Médiapart, le 4 décembre dernier, quelques chiffres qu'il sera bon d'avoir en tête quand les candidats à des élections nous diront qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics. Nous la citons :

Il est des chiffres que les milieux financiers, pourtant avides de données en tout genre, préfèrent oublier. Ceux publiés par la Commission européenne mercredi font manifestement partie du nombre. D'ailleurs, leur publication a donné lieu à un silence assourdissant. Pourtant, au moment où des pays de la zone euro sont poussés les uns après les autres au bord du gouffre, où les marchés financiers ne cessent de donner des leçons de rigueur aux États en exigeant toujours plus de sacrifices sur les budgets sociaux, censés être à l'origine de tous les maux, il n'est pas inutile de regarder ce que les États européens... ont consenti pour soutenir le système financier depuis le début de la crise. Selon les statistiques établies par la Commission européenne, « le volume des aides publiques en faveur du secteur financier, autorisées par la Commission européenne entre octobre 2008 et octobre 2010, s'est élevé à environ 4.589 milliards euros » ... Cela représente l'équivalent des PNB de l'Allemagne et de la France confondues. Comprenant ce que ce montant peut avoir d'effrayant, la Commission s'empresse d'en diminuer l'impact. Il ne s'agissait, souligne-t-elle, que d'autorisations données à des aides publiques... Dans la réalité, poursuit-elle, une partie seulement a été dépensée. « Le montant des aides publiques effectivement utilisé en 2009 a été nettement moins élevé, puisqu'il a atteint 1.106,6 milliards d'euros, contre 957 milliards d'euros en 2008 »... Mais, assure Bruxelles, ces aides ont eu des répercussions très limitées sur l'endettement public des États. En un mot, il ne faut surtout pas croire que les États paient pour les banques. Et ces aides, bien entendu, n'ont rien à voir avec la crise actuelle de l'euro... la Commission explique que 76% des aides (soit 840 milliards d'euros) ont été accordées sous la forme de prêts et de garanties publiques pour faciliter le maintien du crédit interbancaire. « Ces prêts et ces garanties n'ont une incidence sur les finances publiques que s'il y est fait appel », insiste la Commission européenne...En 2009, les États ont dépensé 132 milliards d'euros (12% des aides) pour recapitaliser les établissements bancaires et une centaine de milliards (9% des aides dépensées) pour financer des structures ad hoc héritant d'actifs toxiques des banques. Rien d'insupportable à écouter la Commission européenne. À titre de comparaison, cependant, l'ensemble des aides publiques des États européens pour le reste de l'économie s'est élevé à 73 milliards d'euros.

La position de la Commission européenne tendant à minimiser les engagements hors bilan des États pour sauver les banques doit cependant être relativisée. Car ces derniers peuvent représenter des bombes à retardement comme vient de le découvrir l'Irlande. À l'automne 2008, les garanties offertes par le gouvernement irlandais sur ses banques devaient coûter à peine 1,5 milliard d'euros au budget de l'État. En 2009, selon les statistiques européennes, le gouvernement n'a dépensé que 11 milliards d'euros pour son système financier. Mais la machine s'est emballée en quelques mois. L'addition s'élève aujourd'hui à plus de 50 milliards...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive